

PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Pays de la Loire

Nantes, le

22 JAN. 2014

Unité Territoriale de Nantes

NOS RÉF. : NA3-2013-1141 - RAPPORT

Affaire suivie par : Julien CAILHOL

Mel : julien.cailhol@developpement-durable.gouv.fr

Tel : 02 72 74 77 97

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société ARETZIA à Paimboeuf
Compte rendu de la visite d'inspection du 4 décembre 2013

PJ : Proposition d'arrêté de mise en demeure

I – Objet de la visite d'inspection

Le 4 décembre 2013, l'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle des installations exploitées par la société ARETZIA sur le territoire de la commune de PAIMBOEUF.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées était représentée par Julien CAILHOL, inspecteur de l'environnement de la DREAL Pays de la Loire.

Cette inspection s'est déroulée en présence de

- Monsieur ROPARS, directeur de la société
- Madame DERSOIR, responsable QSE.

L'inspection s'est en particulier attachée à contrôler le respect des dispositions relatives aux rejets aqueux du site.

II – Constats réalisés

Au cours de ce contrôle, les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux pour l'année 2013 ont été examinés. Par sondage, l'inspection a en particulier examiné le résultat de l'autosurveillance de la journée du 19 août 2013. Cette inspection a conduit à faire les constats et remarques qui figurent en annexe du présent rapport.

III – Conclusions et suites proposées

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle des non conformités notables pour lesquelles une mise en demeure est proposée et des non conformités non significatives pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctrices.

Par ailleurs, il s'avère que les prescriptions des arrêtés encadrant le fonctionnement du site ne sont plus en adéquation avec la réalité du fonctionnement de celui-ci, notamment :

- l'arrêté d'autorisation du 5 janvier 2004 modifié distingue à l'article 7.5.3, 3 qualités d'effluents rejetés issus des procédés de traitement alors qu'il n'y a qu'un seul procédé en place et donc qu'une seule qualité d'effluent rejeté,

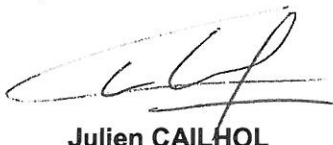
- l'arrêté d'autorisation du 5 janvier 2004 modifié fixe à l'article 1.2 une capacité de traitement à 3000 tonnes par an alors que le rapport d'activité 2012 du site fait état d'une quantité de déchets reçus de 6477 tonnes.

Il convient donc d'actualiser les prescriptions de ces arrêtés et donc pour ce faire, de demander au préalable à l'exploitant de communiquer au Préfet un dossier présentant les modifications intervenues sur le site (modifications des installations et des conditions d'exploiter).

Une copie de ce rapport de visite est adressée à l'exploitant afin de lui notifier ces écarts et lui faire part des remarques de l'inspection, conformément aux dispositions de l'article L.514-5 du Code de l'Environnement.

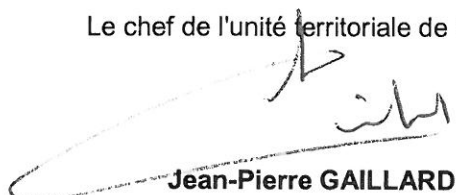
L'exploitant devra apporter les éléments de réponse à l'ensemble de ces points **sous 3 mois**.

L'inspecteur de l'environnement



Julien CAILHOL

Le chef de l'unité territoriale de Nantes



Jean-Pierre GAILLARD

ANNEXE 1 - Constats

Les constats faits par l'inspection des installations classées sont qualifiés selon la hiérarchisation suivante :

- non-conformité significative : écart réglementaire ou à un autre référentiel qui engendre un potentiel de risques ou d'effets importants vis-à-vis de la protection des personnes ou de l'environnement
- non-conformité : écart réglementaire ou à un autre référentiel qui n'engendre pas directement un potentiel de risques ou d'effets importants vis-à-vis de la protection des personnes ou de l'environnement
- remarque : disposition insuffisamment documentée, mauvaise pratique, qui n'est pas un écart à un texte opposable

Référence	Constats	Qualification	Suites à donner par l'exploitant
Arrêté d'autorisation du 5 janvier 2004 modifié par l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005	<p>Depuis la mise en service du site, des modifications sont intervenues sur le site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la quantité de déchets traités a notablement augmenté : autorisation à 3000 tonnes par an (article 1.2) pour une quantité réelle traitée de 6477 m3 en 2012 (cf. bilan d'activité 2012 transmis le 4 avril 2013) • l'arrêté de 2005 prévoyait la mise en place de 2 procédés de traitement (procédé « Octel » et procédé « Aretzia ») générant 3 types d'effluents différents. Depuis le démarrage du site, un seul procédé a été mis en place (traitement physico-chimique + osmose inverse) et il n'y a qu'un seul type de rejet. 	Non-conformité	L'exploitant doit transmettre un dossier portant à la connaissance du Préfet au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement, les modifications intervenues sur les installations et leur mode de fonctionnement par rapport au dossier d'autorisation initial. Ce dossier devra permettre d'actualiser les prescriptions des arrêtés encadrant le fonctionnement du site notamment sur l'aspect des rejets aqueux et atmosphériques.
Autosurveillance des rejets aqueux : articles 7.5.3, 7.6.1 et 7.6.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 5 janvier 2004 modifié par l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005	<p>L'examen des résultats d'autosurveillance du rejet de la journée du 19 août 2013 met en évidence un pH de 5,8 pour un pH autorisé entre 6,5 et 8,5. Un examen plus large montre que pour le mois d'août la moyenne des pH rejetés est de 4,85.</p>	Non-conformité	<p>L'exploitant explique que le procédé d'osmose en place sur le site acidifie le rejet et que le dispositif de correction du pH en sortie de traitement est mal maîtrisé. Le jour de l'inspection, l'exploitant a passé la commande pour l'installation d'un nouvel appareil de régulation du pH avant rejet.</p> <p>L'exploitant rendra compte à l'inspection de la mise en place du nouvel appareil de régulation et de son bon fonctionnement eu égard à l'objectif de qualité des eaux rejetées en Loire.</p>
	<p>L'examen des résultats d'autosurveillance montre des dépassements réguliers en DCO (VLE = 125) : 446 le 1er août 2013, 136 le 2 août 2013, 285 le 13 août 2013...</p>	Non-conformité <i>significative</i>	<p>L'exploitant explique que le filtre à charbon actif doit être modifié pour permettre le respect de la VLE en DCO. L'exploitant s'engage à remettre en bon état de fonctionnement ce filtre dès la fin de l'année 2013 pour s'assurer du respect des VLE.</p> <p>L'exploitant rendra compte à l'inspection de la remise en état du filtre à charbon actif et de son bon fonctionnement eu</p>

égard à l'objectif de qualité des eaux rejetées en Loire.			
Autosurveillance des rejets aqueux	<p>L'examen des résultats d'autosurveillance montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> il n'y a pas eu de mesure de DCO sur les rejets du 10 et 11 juillet 2013 aucune mesure de MES n'est faite sur les rejets aucune mesure en hydrocarbures totaux n'est faite sur les rejets aucune mesure sur les paramètres à adapter au type d'effluent rejeté n'est jamais faite. Aucune traçabilité n'indique le choix de ne pas faire cette autosurveillance en fonction du déchet traité. 	Non-conformité significative	L'exploitant doit mettre en place un programme d'autosurveillance de ses rejets conforme a minima avec les prescriptions de l'article 7.6.1 de l'arrêté d'autorisation du 5 janvier 2004 modifié.
	<p>L'exploitant fait procéder à l'analyse de ses rejets par un laboratoire extérieur 2 fois par mois (vu le rapport de contrôle du 12/07/13 fait sur le rejet du 26/07/2013). Il adapte cependant la liste des paramètres à examiner à chaque commande.</p> <ul style="list-style-type: none"> Comme pour l'autosurveillance, tous les paramètres de l'article 7.6.1 ne sont pas faits. Aucun moyen ne permet de s'assurer que tous les paramètres vérifiés de l'autosurveillance ont bien été examinés au moins 2 fois par an comme prescrit dans l'arrêté. 	Non-conformité	<p>L'exploitant doit mettre en place un programme de calage de son autosurveillance de ses rejets conforme a minima avec les prescriptions de l'article 7.6.2 de l'arrêté d'autorisation du 5 janvier 2004 modifié.</p> <p>L'exploitant rendra compte à l'inspection des résultats de calage pour l'année 2013 conformes en contenu (article 7.6.1), fréquence (article 7.6.2) et résultat (article 7.5.3).</p>
	Autosurveillance des rejets aqueux	Remarque	L'exploitant doit faire ses déclarations d'autosurveillance de ses rejets aqueux via l'application GIDAF. Un rattrapage des données doit être fait pour l'année 2013.